



HAL
open science

La France, toujours une exception démographique en Europe ?

Anne Solaz, Laurent Toulemon, Gilles Pison

► **To cite this version:**

Anne Solaz, Laurent Toulemon, Gilles Pison. La France, toujours une exception démographique en Europe ?. Population et sociétés, 2024, 620, pp.1-4. 10.3917/popsoc.620.0001 . hal-04515794

HAL Id: hal-04515794

<https://hal.science/hal-04515794>

Submitted on 21 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

Population & Sociétés

La France, toujours une exception démographique en Europe ?

Anne Solaz*, Laurent Toulemon*, Gilles Pison[◇]*

La baisse de la fécondité entamée en 2010 se poursuit en France. Qu'en est-il dans les pays voisins ? Les auteurs replacent cette diminution dans le contexte européen de la dernière décennie et examinent à l'aide de projections si les évolutions démographiques de 2023 pourraient annoncer une décroissance de la population à terme.

Au 1^{er} janvier 2024, la France compte 68,4 millions d'habitants, soit 0,3 % de plus qu'un an auparavant (tableau et figure 2). Le nombre de naissances a diminué fortement en 2023 par rapport à 2022, 678 000 contre 726 000, soit 52 000 naissances de moins (-7 %). Le nombre de décès a aussi diminué entre 2022 et 2023, de presque autant que les naissances, passant de 675 000 à 631 000⁽¹⁾ (-7 %).

La baisse du nombre de décès vient de la forte hausse de l'espérance de vie à la naissance entre 2022 et 2023, qui atteint 80,0 ans pour les hommes et 85,7 ans pour les femmes en 2023. Avec un gain de 0,7 an pour les hommes et 0,6 an pour les femmes, l'espérance de vie fait plus que rattraper son niveau de 2019 et retrouve sa tendance à la hausse observée avant l'épidémie de Covid-19. Elle avait en effet reculé en 2020, puis stagné ou augmenté faiblement en 2021 et 2022 en raison de la poursuite de l'épidémie conjuguée à des épidémies de grippe saisonnière meurtrières et plusieurs canicules.

Contrairement à celui de la plupart des autres pays européens où il est négatif (21 pays sur les 27 de l'UE) [1], le solde naturel (différence entre les naissances et les décès) est positif en France, bien que faible (47 000), de même ordre de grandeur qu'en 2022 (51 000). Il contribue à la croissance de la population. Le solde migratoire (différence entre les entrées et les sorties du territoire), également positif et estimé à 183 000 en 2023 par l'Insee, contribue de façon plus importante à la croissance de population que le solde naturel (pour 4/5 en 2023).

L'effectif de femmes en âge d'avoir des enfants ayant peu diminué ces dernières années, c'est la baisse de la fécondité

qui explique l'essentiel de la diminution des naissances [2]. Après une très légère reprise en 2021, due au rattrapage de naissances dont la conception avait été reportée lors de la première vague de l'épidémie de Covid-19 en 2020 (plus déstabilisatrice et ayant entraîné des confinements plus stricts que les suivantes), l'indicateur conjoncturel de fécondité continue sa baisse. Il a diminué de 1,79 enfant par femme en 2022 à 1,68 en 2023, soit une baisse annuelle exceptionnelle et un niveau historiquement bas depuis la fin du baby-boom (les années 1993 et 1994 mises à part).

Une fécondité en baisse, comme dans beaucoup d'autres pays européens

La France conserve toujours l'indicateur de fécondité le plus élevé de l'Union européenne en 2022 et probablement aussi en 2023 (figure 1), malgré sa baisse récente. Les pays du nord de l'Europe avaient aussi des niveaux de fécondité élevés au début des années 2010 et ont tous, à l'exception du Danemark, connu des baisses, qui se sont accentuées depuis les années Covid. Pour certains, comme la Finlande et la Norvège, la baisse était déjà bien marquée dès les années 2010. On constate toutefois une stabilisation en fin de période depuis l'année 2022 pour les pays pour lesquels des données récentes sont disponibles.

Les indices conjoncturels de fécondité des pays du Sud de l'Europe, très faibles dès 2014 (entre 1,2 et 1,4 enfant par femme), sont restés stables ou ont légèrement baissé dans les 10 ans qui suivent, exception faite de la baisse ponctuelle liée à la période Covid-19 [3], bien visible en données mensuelles. Le Portugal est le seul pays d'Europe du Sud à connaître une hausse sur la période, passant de 1,2 à 1,5 au cours de la décennie.

Les évolutions des pays anciennement du bloc de l'Europe de l'Est sont plus diverses. Pour beaucoup d'entre eux, il y a

(1) L'Insee a révisé à la hausse le nombre de décès de 2023 (voir <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6959520>). La nouvelle estimation, 638 266 décès (soit une baisse de 5 % par rapport à 2022) encore provisoire, aboutirait à un solde naturel de 40 000.

* Institut national d'études démographiques (Ined)
◇ Muséum national d'histoire naturelle

eu une légère reprise de la fécondité, soit au début (Lituanie, Lettonie) soit à la fin de la décennie 2010 (Hongrie, Pologne, Tchéquie), mais qui n'a été que temporaire. La plupart de ces pays connaissent depuis une nouvelle baisse de leur fécondité. En Hongrie et Slovaquie, cette baisse récente est toutefois moins nette.

Une convergence des niveaux de fécondité en Europe mais un « choc Covid-19 » inégal

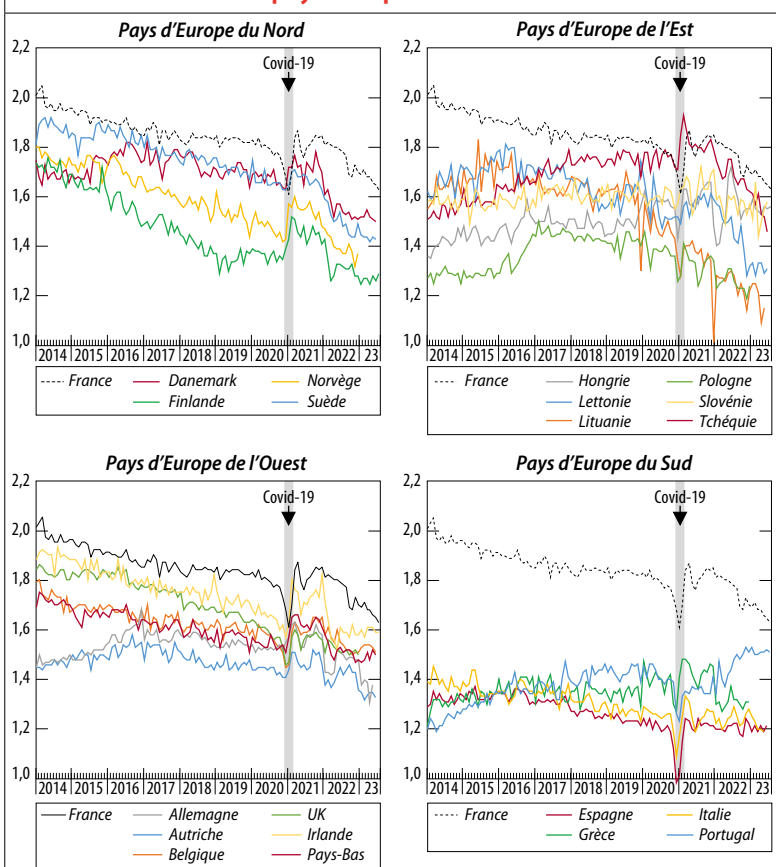
Parmi les pays voisins de la France et d'Europe centrale, les niveaux de fécondité ont convergé dans la dernière décennie. L'Allemagne et l'Autriche à la fécondité très basse en 2014 ont connu une légère remontée qui a pris fin, tandis que les pays à fécondité élevée entre 1,8 et 2,0 (Irlande, Royaume-Uni et France) ont connu une baisse progressive, plus marquée que celle de la Belgique et des Pays-Bas dont le niveau de fécondité initial était moyen (1,7).

Si l'on considère l'ensemble de l'Europe, la fécondité est plus homogène qu'elle ne l'était il y a 10 ans, avec une tendance globale à la baisse, comme dans d'autres régions du monde. Le choc lié au Covid-19 est visible dans presque tous les pays, affectant particulièrement les naissances de décembre 2020 et janvier 2021 conçues pendant la première vague, mais cet effet n'a pas été le même dans tous les pays. La grande majorité des pays ont connu une baisse transitoire de leur fécondité suivie souvent d'un rattrapage dans les mois qui ont suivi comme en France (rattrapage d'ampleur parfois plus importante que la baisse en Irlande, Belgique et République tchèque), puis un retour à la tendance baissière pré-Covid-19. À l'inverse, les pays d'Europe du Nord, l'Allemagne, l'Autriche et les Pays-Bas n'ont pas connu de baisse début 2021 mais un regain temporaire de leur fécondité avant de reprendre aussi leur tendance à la baisse. Les politiques de soutien à la famille, plus généreuses dans ces pays, et leur économie stable, avec parfois des aides exceptionnelles pour la soutenir durant la crise Covid-19, auraient permis aux couples de concrétiser leur projet d'enfant avec confiance même en cette période incertaine [3]. La baisse sévère de la fécondité dès 2022, y compris dans ces pays, pourrait être le signe de changements plus profonds.

La population de la France va-t-elle diminuer ?

La baisse des naissances en 2023 porte-t-elle en germe une diminution prochaine de la population et un vieillissement démographique accru ? L'Insee a publié en novembre 2021 des projections de population pour la France à l'horizon 2070 fondées sur les tendances démographiques des années précédentes [4]. Le scénario central retenait une fécondité de 1,8 enfant par femme, soit un niveau proche de celui de 2020, maintenu constant tout au long de la projection ; une mortalité continuant à baisser au même rythme qu'au cours de la décennie 2010, l'espérance de vie à la naissance atteignant 87,5 ans pour les hommes et 90,0 pour les femmes en 2070 ; et

Figure 1. Évolution mensuelle de l'indice conjoncturel de fécondité dans les pays européens de 2014 à 2023



A. Solaz, L. Toulemon, G. Pison, *Population & Sociétés*, n° 620, mars 2024, Ined.

Note : La zone grisée correspond aux naissances décembre 2020 à février 2021 correspondant aux conceptions durant la première vague de l'épidémie de Covid-19.

Source : Short-Term Fertility Fluctuations (STFF) series from the Human Fertility Database. Max Planck Institute for Demographic Research (Germany) and Vienna Institute of Demography (Austria). Données disponibles à l'adresse www.humanfertility.org (téléchargées le 03/03/2024).

un solde migratoire de + 70 000 personnes par an maintenu constant. Dans ce scénario central de l'Insee, la population de la France continuait d'augmenter jusqu'à un maximum de 69,3 millions en 2044 puis diminuait ensuite jusqu'à 68,1 millions en 2070 [5] (figure 3).

Fécondité plus basse, solde migratoire plus élevé : quelles conséquences ?

Les évolutions observées depuis la publication de ces projections ne correspondent pas tout à fait au scénario central tout en restant entre les scénarios « haut » et « bas ». Ce n'est pas étonnant, tout exercice de projection est appelé à être confronté, et parfois démenti par la réalité – l'objectif n'est pas de deviner le futur mais de dire ce qu'il serait sous telles et telles conditions.

Nous avons calculé de nouvelles projections selon un scénario nommé « 2023 ». Celui-ci fait l'hypothèse d'une stabilité de la fécondité au niveau de 2023, soit 1,68 enfant par femme (au lieu de 1,8 enfant, niveau du scénario central de l'Insee). La fécondité en 2023 pourrait continuer à baisser dans les années futures, se stabiliser comme dans certains pays d'Europe ou repartir à la hausse. La fécondité avait en effet baissé dans les années 1980 jusqu'à atteindre 1,68 enfant en 1993 et 1994, comme en 2023. Elle avait ensuite augmenté

Figure 2. Population de la France - Évaluation provisoire au 1^{er} janvier 2024

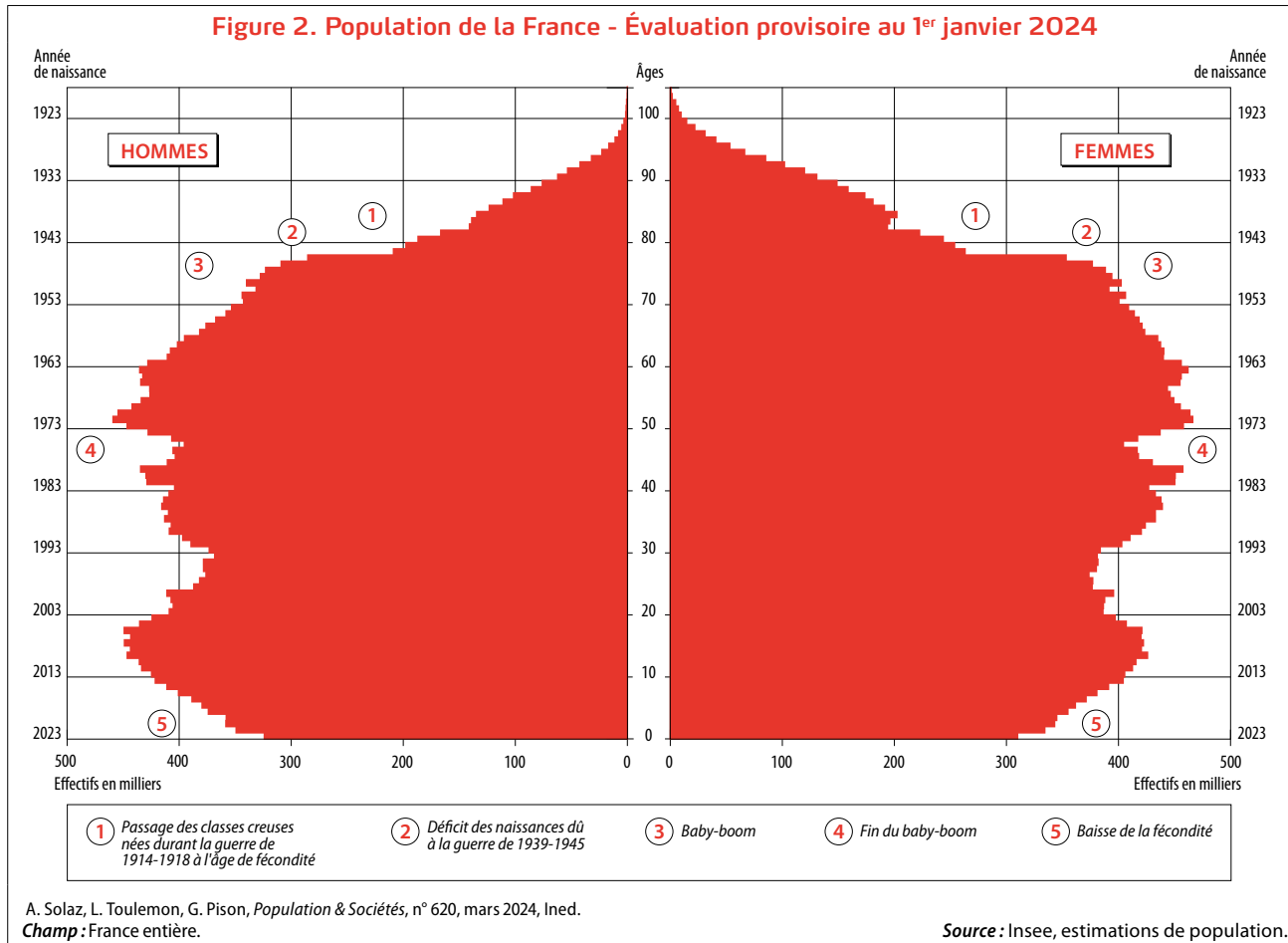
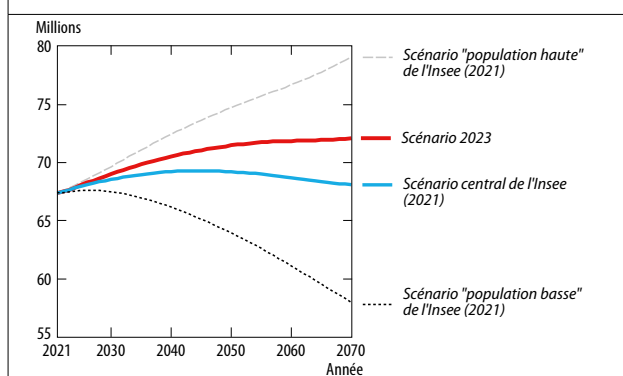


Tableau - Indicateurs démographiques de 1950 à 2023, France⁽¹⁾

	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022(p)	2023(p)
Naissances (m)	862	820	850	800	762	775	802	784	770	759	753	735	742	726	678
Décès (m)	534	521	542	547	526	531	540	594	606	610	613	669	662	675	631
Excédent naturel (m)	328	299	308	253	236	244	262	190	163	149	140	66	80	51	47
Solde migratoire (2) (m)	35	140	180	44	80	70	43	65	155	201	128	223	183	183	183
Variation totale (m)	363	439	488	297	316	314	305	255	318	349	268	289	263	234	230
Ajustement (3) (m)	-	-	-	-	-53	94	-	-83	-100	-84	-84	-34	-34	-17	-
Taux de natalité (t)	20,6	17,9	16,7	14,9	13,4	13,1	12,8	11,8	11,5	11,3	11,2	10,9	10,9	10,7	9,9
Taux de mortalité (t)	12,8	11,4	10,7	10,2	9,3	9,0	8,6	8,9	9,1	9,1	9,1	9,9	9,8	9,9	9,2
Taux de mort. infantile (r)	52,0	27,4	18,2	10,0	7,3	4,4	3,5	3,7	3,9	3,8	3,8	3,6	3,7	3,9	4,0
Indice de fécondité (e)	2,95	2,74	2,48	1,94	1,78	1,87	2,02	1,92	1,89	1,87	1,86	1,82	1,83	1,79	1,68
Espérance de vie :															
hommes (a)	63,4	67,0	68,4	70,2	72,7	75,3	78,0	79,3	79,4	79,5	79,7	79,1	79,2	79,3	80,0
femmes (a)	69,2	73,6	75,9	78,4	81,0	82,8	84,7	85,3	85,3	85,4	85,6	85,1	85,2	85,1	85,7
Mariages (4) (m)	331	320	394	334	287	298	245	233	234	235	225	156	219	242	242
Taux de nuptialité (t)	7,9	7,0	7,8	6,2	5,1	5,0	3,9	3,5	3,5	3,5	3,3	2,3	3,2	3,6	3,5
Population (f) (m)	42 010	45 904	51 016	54 029	56 841	59 267	63 070	66 774	66 992	67 258	67 442	67 697	67 927	68 143	68 373
Moins de 20 ans (3) (m)	12 710	14 991	16 772	16 380	15 605	15 068	15 440	16 316	16 313	16 287	16 213	16 119	16 059	16 002	16 020
65 ans ou plus (3) (m)	4 796	5 347	6 598	7 466	8 039	9 561	10 667	12 881	13 167	13 462	13 744	13 967	14 213	14 449	14 725
Moins de 20 ans (3) %	30,3	32,7	32,9	30,3	27,5	25,4	24,5	24,4	24,4	24,2	24,0	23,8	23,6	23,5	23,3
65 ans ou plus (3) %	11,4	11,6	12,9	13,8	14,1	16,1	16,9	19,3	19,7	20,0	20,4	20,6	20,9	21,2	21,5

(a) années – (e) nombre d'enfants par femme – (f) en fin d'année – (m) milliers – (p) provisoire – (r) pour 1 000 naissances vivantes – (t) pour 1 000 habitants
 (1) de 1950 à 2010 : France métropolitaine ; à partir de 2016 : France entière (départements d'outre-mer inclus).
 (2) estimé en 2021 à partir des 3 dernières années et reporté en 2022 et 2023 (voir note 2 page 4).
 (3) les estimations de population pour les années 1990 et 2000 et les années 2016 à 2022 tiennent compte de divers ajustements destinés à rétablir la cohérence comptable entre les recensements de 1990, 1999 et 2006 (pour 1990 et 2000) et entre ceux des années 2016 et suivantes pour les années 2016 à 2022 (voir [2]).
 (4) y compris mariages de personnes de même sexe à partir de 2013.
Source : Insee, Division des enquêtes et études démographiques (<https://www.insee.fr>).

Figure 3. Évolution de la population de la France d'ici 2070 selon différents scénarios



A. Solaz, L. Toulemon, G. Pison, *Population & Sociétés*, n° 620, mars 2024, Ined.

Notes : Scénario central de l'Insee (2021) : fécondité constante de 1,8 enfant par femme, solde migratoire constant de +70 000 par an, mortalité en diminution moyenne – au rythme de la décennie 2010.

Scénario 2023 : fécondité constante de 1,68 enfant par femme, solde migratoire constant de 180 000 par an, mortalité en diminution moyenne.

Scénario « population haute » de l'Insee (2021) : fécondité constante de 2,0 enfants par femme, solde migratoire constant de +120 000 par an, mortalité en diminution forte.

Scénario « population basse » de l'Insee (2021) : fécondité constante de 1,6 enfant par femme, solde migratoire constant de +20 000 par an, mortalité en diminution faible.

continûment pendant une quinzaine d'années jusqu'en 2010. L'hypothèse d'une fécondité stable à son niveau actuel représente donc un compromis. Pour le solde migratoire annuel, nous retenons un niveau stable de 180 000 par an, soit une valeur entre les niveaux définitifs de 2020 et 2021 (173 000) et provisoire de 2023⁽²⁾, au lieu de 70 000 dans le scénario central de 2021. Concernant la mortalité, nous reprenons l'hypothèse de hausse de l'espérance de vie sans la modifier.

Si la fécondité se maintient au niveau de 2023, le solde naturel devient négatif à partir de 2030...

Le scénario 2023 conduit d'ici 2070 à une baisse du nombre de naissances et une hausse de celui des décès, les deux courbes se croisant en 2030, année où le solde naturel deviendrait négatif (figure A1 de l'annexe en ligne⁽³⁾). Le déficit s'accroît ensuite et le solde naturel atteint -166 000 vers 2060. Par rapport au scénario central de 2021, le nombre de décès est un peu plus élevé en fin de projection, les migrants (et donc leurs décès) étant plus nombreux. Le nombre de naissances est un peu plus faible au début de la période, puis les naissances supplémentaires des migrants compensent la fécondité plus basse. Le solde naturel est au total assez peu modifié.

(2) Il s'agit d'un solde migratoire « apparent » obtenu en comparant l'évolution de la population et le solde naturel, et moyenné sur les 3 dernières années pour lesquelles des données définitives sont disponibles. <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/serie/s1169/documentation-methodologique>

(3) <https://doi.org/10.34847/nkl.b05bjywp>

... mais la population augmente continûment

Le scénario 2023 conduit à une hausse ininterrompue de la population jusqu'à 72,1 millions en 2070 (figure 3). La population totale est plus importante en 2070 que celle du scénario central de 2021 du fait du solde migratoire qui fait plus que compenser la fécondité réduite. La population vieillit de manière similaire quel que soit le scénario (voir le détail des projections et de la comparaison dans l'annexe en ligne⁽³⁾).

Le futur n'est pas écrit et des évolutions s'écartant du scénario 2023 présenté ici sont évidemment probables. On peut envisager une poursuite de la baisse de la fécondité, une hausse ou une baisse du solde migratoire, de nouvelles crises de mortalité. Cette projection a cependant l'intérêt de montrer que sans changement de la fécondité ni du solde migratoire après 2023, les progrès contre la mort se poursuivant, la population de la France ne devrait pas diminuer d'ici 2070.

Références

[1] Breton D., Belliot N., Barbieri M., Chaput J., d'Albis H. 2023. L'évolution démographique récente de la France. Les comportements des femmes et des hommes sont-ils si différents ? *Population*. <https://www.ined.fr/fr/publications/editions/conjoncture-demographique/evolution-demographique-recente-de-la-france-2023/>

[2] Papon S. 2024. Bilan démographique 2023. En 2023, la fécondité chute, l'espérance de vie se redresse. *Insee première*, 1978. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7750004>

[3] Sobotka T., Zeman K., Jasilioniene A., et al. 2023. Pandemic Roller-Coaster? Birth Trends in Higher-Income Countries During the COVID-19 Pandemic. *Population and Development Review*. <https://doi.org/10.1111/padr.12544>

[4] Algava É., Blanpain N. 2021. 68,1 millions d'habitants en 2070 : une population un peu plus nombreuse qu'en 2021, mais plus âgée. *Insee première*, 1881. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5893969>

[5] Toulemon L., Algava É., Blanpain N., Pison G. 2022. La population française devrait continuer de vieillir d'ici un demi-siècle. *Population & Sociétés*, 597. <https://doi.org/10.3917/popsoc.597.0001>

Résumé

En 2023, la fécondité a fortement baissé par rapport à 2022. Il en va de même de la mortalité, après trois années de forte hausse, tandis que le solde migratoire se maintient à un niveau haut. La France est en 2022 le pays de l'Union européenne avec la fécondité la plus élevée, et le reste probablement en 2023. Les évolutions futures sont incertaines, mais le solde migratoire élevé ferait plus que compenser la moindre fécondité si les deux se maintiennent au niveau de 2023 : à l'horizon 2070, la population continuerait de croître.

Mots-clés

naissances, décès, fécondité, espérance de vie, mortalité, solde naturel, solde migratoire, projections de population, France, Europe